

Qu'avons-nous appris de cette crise ?

Respectable Loge, Intersection, Orient de Paris, Région 12

Mots-clefs : Liberté, Egalité, Fraternité, Indépendance, Solidarité

La France a reconnu, il y a presque deux ans, la valeur constitutionnelle du principe de fraternité, le troisième de la devise républicaine avec la liberté et l'égalité. Nous avons ainsi accueilli l'idée que la fraternité est reliée à la liberté (chacun de nous est libre de venir en aide à son égal) tout en se démarquant

Si la liberté, l'égalité et la fraternité ont été réunies dans le pacte républicain, les termes de leur association sont bouleversés et renouvelés par l'émergence du vivant qui traverse soudainement toute la société en appelant peut-être à de nouvelles fondations.

Ce que nous avons compris de la situation : effets de la crise sur la liberté et l'égalité entre les personnes

Liberté, égalité : les uns... et les autres. Presque du jour au lendemain, un pays entier a été confiné et ses habitants ont été privés, sauf à se justifier, d'une très grande partie de leur liberté d'aller et venir. Cette contrainte sur les corps a limité tous les déplacements à l'essentiel (nourriture, soins, travail). Un pays entier a donc vécu une sorte de régression collective sans dictature politique, la liberté d'expression, en particulier, n'ayant pas été endommagée même si elle a probablement été déformée. La crise a entraîné ainsi de nombreuses restrictions concernant les lieux publics (parcs, berges de voies fluviales, bois et forêts, plages, marchés, sports et spectacles...) qui ont fait sortir les corps du champ de la liberté, comme s'ils étaient dans une prison, plaçant au premier plan, la maison ou l'appartement, le silence de la conscience, l'activité de l'esprit, la parole sous toutes ses formes, comme si les hommes étaient en quelque sorte coupés en deux (corps et esprit, silence et parole, solitude et compagnie, dedans et dehors...).

Dans la hiérarchie des contraintes subies, il y a évidemment celles des soignants, en raison de la nature de leurs missions mais surtout des circonstances (soudaineté de la vague de patients) et de leurs conditions exceptionnelles et anormales de travail (pénurie de certains équipements médicaux personnels).

Sans oublier les clivages connus face à l'emploi, le confinement a engendré une autre séparation entre ceux qui pouvaient télétravailler avec, toutefois, des inégalités liées au matériel (nombre de postes pour la famille, qualité de la connexion internet...) et ceux qui étaient obligés de se déplacer (présentiel) et étaient de fait plus exposés, ce changement d'habitude risquant de s'inscrire dans la durée. Même pour ceux qui étaient exposés, les inégalités ont été exacerbées : applaudissements pour les personnels soignants, mais rien, ou presque, pour ceux qui ont permis à la population de vivre (commerçants, éboueurs, forces de l'ordre, dépanneurs, enseignants...). Si les soignants ont été applaudis fort légitimement, bénéficiant de l'image de « sauveurs » dans la population, les autres métiers assurant une continuité dans le service, n'ont pas reçu la même reconnaissance populaire, ni même politique.

Les grandes inégalités de la société soudain en pleine lumière. La principale est celle qui résulte de l'âge. Les personnes âgées (souffrant souvent de multi pathologies) sont les premières à être en danger avec un taux de mortalité sans commune mesure avec celui des plus jeunes.

La deuxième concerne l'habitat ainsi que le lieu géographique de vie. On a vu l'exode des parisiens vers la campagne, certaines villes se fermer aux voyageurs du confinement et que dire de l'inégalité entre ceux qui vivent en pavillon avec jardin ou ceux qui vivent en immeuble sans même de balcon, ainsi que des surfaces habitables sans comparaison. Sans oublier les sans-abris.

La troisième concerne l'inégalité devant la santé dans lequel les moyens des plus vulnérables ne peuvent pas se comparer à ceux des plus aisés.

Fraternité : le combat pour la vie nous rappelle à notre mort. Avec cette crise, nous étions en prise sur l'essentiel, notre vie, et nous avons reçu en plein visage notre vulnérabilité qui a pu réveiller en nous le sentiment de la fraternité humaine. Cette vulnérabilité a été mise à l'épreuve douloureusement avec le traitement du coronavirus dans les établissements d'hébergement de personnes âgées dépendantes (EHPAD). Durant cette crise, nous avons appris qu'en France, on pouvait interdire aux proches d'aller à un enterrement mais nous avons appris également qu'on pouvait isoler et laisser les vieux dans les « EHPAD s'éteindre comme des bougies », nous avons appris qu'on pouvait faire de Rungis « une morgue géante », facture pour les familles des défunts à l'appui, nous avons appris qu'on pouvait voir aussi un maire appeler à « dénoncer ceux qui ne respectaient pas le confinement ».

Ce que la crise sanitaire nous dit de la souveraineté et l'indépendance de la nation

Nous gardons à l'esprit que la liberté est toujours politique (qu'elle n'est pas synonyme d'indépendance) et qu'elle inclut la liberté de la nation, c'est-à-dire sa souveraineté ou ses marges de manœuvre. Voici quelques exemples.

Santé publique et liberté : état d'urgence ... ou Etat d'urgence ? La déclaration de l'état d'urgence, presque du jour au lendemain, contredisant maints propos antérieurs, nous a rappelé brutalement à la grande fragilité de la parole publique, surtout lorsqu'elle s'applique à une situation qu'elle avait longtemps méconnue, par déni ou par ignorance. Il en résulte une situation d'urgence traitée, comme bien d'autres affaires et depuis longtemps, avec les moyens de l'urgence, avec peu de contrôle, en invoquant l'impératif de santé publique.

Liberté, égalité : défaillances pour garantir la sûreté des citoyens et dépendance d'un pays entier. L'indisponibilité de certains équipements de protection (masques) ou faisant partie de la stratégie médicale (tests de dépistage) a mis en évidence des défaillances publiques en vue de garantir la sûreté des citoyens et montré la dépendance de la France pour l'approvisionnement de matériels médicaux indispensables. Ces pénuries, qui doivent être corrélées à la fragilité des discours publics entendus sur la « stratégie » propre à la France censée rendre inutiles les masques et les tests, ont été les signes les plus visibles de l'impuissance publique qui a laissé en fin de compte peu de choix aux autorités quant aux moyens.

Liberté, égalité, fraternité : l'impératif du proche et du distant. Le dévouement de ceux qui ont été en première ligne, l'entraide et l'indispensable fraternité avec les anciens ont souligné la nécessité vitale de la proximité sociale sous toutes ses formes (famille et maison, voisins, quartier, ville ou village) par rapport à ce qui est distant, même proche par le cœur et par l'esprit (reste de la famille, proches, amis, collègues de travail) la communication avec eux ayant été rendue possible par la technologie numérique.

Les actions concrètes

La crise ayant mis en évidence l'interdépendance du vivant (humain et non-humain), une réflexion collective sur l'exercice des libertés, voire sur leur sens et sur leur portée, apparaît aujourd'hui indispensable, non dans l'urgence, mais dans le cadre d'un processus politique démocratique.

Les pénuries de matériels constatées, en particulier, impose le recouvrement d'une autonomie et d'une indépendance suffisantes dans plusieurs secteurs et, plus généralement de reconstituer des capacités industrielles.

Le proche et le distant apparaissant comme des idées fécondes pour penser certaines réponses à la crise, elles doivent être mobilisées, non seulement pour penser les transformations économiques (relocalisation et nouvelle industrialisation), sociales (métiers, fonctions et services indispensables), territoriales (décentralisation), mais aussi la fraternité et la coopération, tout particulièrement entre les âges.

Proposition phare : intégrer les enseignements de la crise dans les nouveaux paradigmes politiques.